

« CHOC DES SAVOIRS » ou TRI SOCIAL ?

Décryptage du SNEP-FSU du discours de G. Attal

Édito

Choc des savoirs ou assignation sociale ?

Les résultats PISA auront été pour Gabriel Attal l'occasion de faire des annonces qui vont dans le sens d'une réorientation de la visée de l'école.

Envolée la volonté de réduire les inégalités. La France n'était déjà pas des mieux classées sur cet objectif, la volonté d'établir des groupes de niveaux en classe de collège va venir accentuer celles-ci comme cela est prouvé par de multiples études scientifiques.

Envolé encore le principe de l'enseignant concepteur avec la mise en place de manuels d'Etat et d'une méthode imposée en mathématiques en primaire.

Envolée la volonté de travail collectif entre élèves, d'apports mutuels. Les meilleurs seront avec les meilleurs, les moins bons seront stigmatisés, à l'heure où Gabriel Attal fait semblant de s'intéresser au bien être des élèves à l'école.

Envolée l'idée d'une élévation par le haut pour toutes et tous.

Si ces mesures passent, G. Attal aura réussi l'énorme tour de force, sous couvert des résultats PISA et de la « mission exigences des savoirs », d'imposer un collège modulaire porté uniquement par un syndicat minoritaire aux idées méritocratiques.

Sur PISA il y aurait pourtant beaucoup à dire sur la comparaison avec les autres pays. Mais Gabriel Attal instrumentalise et communique en présentant ses annonces comme des solutions aux maux de l'École.

Pour le SNEP-FSU, l'École doit rester un lieu d'apprentissage et de socialisation où mixités scolaires et sociales sont essentielles à la réduction des inégalités et au vivre ensemble. Effectifs réduits, amélioration de la formation initiale et continue, moins de concurrence, moins d'injonction voici ce dont les élèves et les enseignants ont besoin. La démocratisation n'est pas un vain mot.

RÉFORMER L'ÉCOLE : OUI ! MAIS POUR QUELLE SOCIÉTÉ ?

Parce qu'il prépare la société de demain, les enjeux concernant le système éducatif sont immenses. Très souvent, les propositions sur l'éducation sont affichées comme de « bon sens »*, laissant penser qu'existerait un « consensus », par exemple sur la volonté de faire réussir tous les élèves. A y regarder de plus près, chaque réforme porte en elle un réel projet de société.

Le système éducatif est soumis à des tensions entre usagers, professionnels, acteurs économiques, politiques. Son évolution résulte du rapport de force du moment.

Schématiquement, c'est avec une ambition humaniste que le système éducatif s'est décloisonné tout au long du XXème siècle. Le plan Langevin Wallon (1947), portait la nécessité d'une scolarité obligatoire à 18 ans. Il n'a jamais été appliqué mais des mesures d'allongement de la scolarité obligatoire (de 13 à 16 ans), d'ouverture aux études (collège, lycée puis universités) ont émaillé les réformes scolaires. La volonté était d'instituer une éducation complète permettant de former le citoyen de demain. Pourtant, la réalisation n'a pas été à la hauteur des ambitions. Le défi de la massification a été relevé, mais pas celui de la démocratisation : la reproduction des inégalités de notre système scolaire se poursuit.

Un pilotage libéral

Depuis les années 2000, le pilotage libéral des réformes a pris de l'ampleur sur 2 plans, économique et

philosophique. Ainsi le conseil européen (2010) ne cache pas ses objectifs : « Pour être compétitive sur le marché mondial, L'Europe doit disposer de systèmes d'enseignement et de formation qui répondent aux demandes du marché du travail ». Par ailleurs, l'introduction dans cette même période de compétences comportementales par différentes réformes, notamment des programmes scolaires, montre que, concrètement, la formation d'un-e citoyen-e critique s'efface au profit d'une norme « méthodologique ».

Chaque réforme porte en elle un réel projet de société

Ces orientations sont bien loin d'une école émancipatrice. Sur ces bases s'est construit le projet d'une école du « socle » puis des « fondamentaux » visant un bagage minimum jusqu'en fin de collège, sans pourtant y parvenir, avant une sélection vers l'apprentissage pour certains et la poursuite d'études pour d'autres**. Les propositions de G. Attal sont dans ce continuum déjà porté par F.Fillon, JM Blanquer...

Le SNEP-FSU récuse ce projet d'école. Nous y opposons une école de la culture commune, indispensable pour faire société.

« La véritable éducation consiste à pousser les gens à penser par eux-mêmes » Noam Chomsky.

* Le « choc des savoirs » de G. Attal n'échappe à cette tradition

** la logique « Bac+3/ Bac -3 ».

UN BEAU DISCOURS... POUR MASQUER LA RÉALITÉ

« C'est avec les professeurs, par les professeurs, grâce aux professeurs, que nous relèverons le défi de l'élévation du niveau. Pour cela, je le sais, vous avez besoin d'être soutenus. Soutenus dans vos conditions quotidiennes d'exercice ». G. Attal, 5 décembre 2023.

Chaque enseignant-e qui lira deux fois le discours de G. Attal bondira au plafond. L'exagération des formules complaisantes ne suffira pas à convaincre, ni effacer la réalité du terrain, le renforcement des inégalités qui sont ignorés. Le ministre poursuit sans dévier une politique libérale de l'école qui accentue années après années les inégalités scolaires et sociales et assure toujours aux mêmes les possibilités de « s'envoler ».

G. Attal, au gouvernement depuis 2018, ne peut s'exonérer des choix politiques des dernières années qui ont lourdement dégradé le service public d'éducation :

- Contractualisation galopante et développement de la précarité. Le recrutement sous statut est attaqué.
- Les avancements de carrière et les mutations sont devenus opaques (LTFP 2019).
- L'article 1 de la loi Blanquer pose

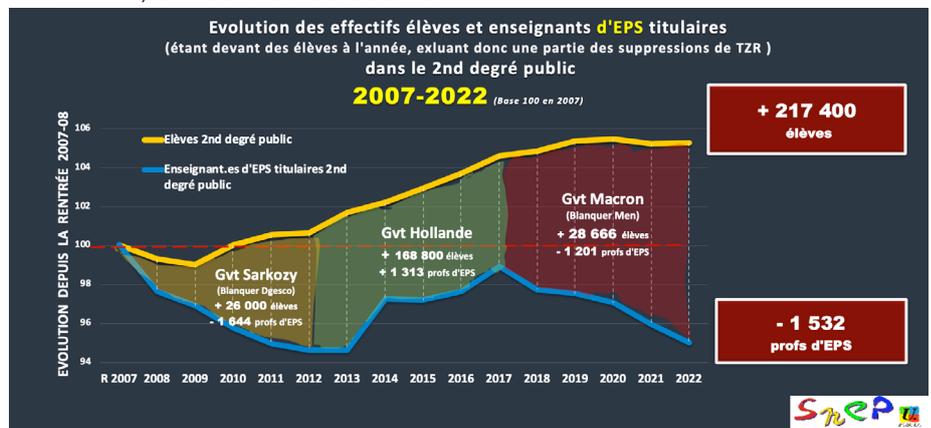
un cadre autoritaire, niant le statut de concepteur-trice des personnels.

- Gel de la valeur du point d'indice, perte du 20 % de pouvoir d'achat en 20 ans.
- La France est n°1 des pays de l'OCDE pour les sureffectifs par classe.
- 9000 postes supprimés dans le second degré depuis 2017, 1000 en EPS.
- Une 2ème HSA est imposable aux enseignant-es.
- L'accès à la retraite repoussé à 64 ans.
- Le Pacte enseignant et son cortège de missions supplémentaires sous contrôle des chefs d'établissement, cocktail de nouveau ma-

nagement public, de mépris et de dévalorisation du métier.

- La volonté de placer 100 % des formations continues hors du temps de face à face élèves. Ou comment faire porter les manques de recrutements, donc de titulaires remplaçants par les enseignant-es.
- Un volume inédit de démissions.
- De nombreux concours qui ne parviennent pas à obtenir un nombre suffisant de candidats.

Cette réalité, G. Attal se garde bien de l'aborder. Elle est pourtant le fruit de sa politique et de celle de ses prédécesseurs avec qui il partage le logiciel libéral de l'école.



LES GROUPES DE NIVEAUX : LA SCIENCE, VRAIMENT ?

« École, collège, lycée : mon souhait est bien de remettre de l'exigence à tous les étages. Avec la science et le bon sens comme boussole. » G. Attal, 5 décembre 2023.

Les résultats de l'enquête disent : 97 % (au collège) et 83 % (au lycée) des enseignants mettent en avant le besoin d'effectifs adaptés, allégés. Les groupes de besoins mis en avant traduisent la volonté de pouvoir enseigner avec des dédoublements, pas de séparer des groupes qui n'auraient pas la même ambition, pas le même programme.

Ce qu'Attal propose, ce sont des scolarités différentes avec des contenus et des horaires différents.

« Gérer l'hétérogénéité par des logiques de séparation des élèves selon leur niveau ne fonctionne pas et cela a même des conséquences délétères : ça creuse les inégalités et, les comparaisons internationales le montrent, ça n'élève pas le niveau général », affirme **Dominique Lafontaine**, professeure émérite en sciences de l'éducation à l'université de Liège.

Anna Mazenod, dans un article de la Revue française de pédagogie (n°212), rend compte d'une étude anglaise qui éclaire sur les effets des classes de niveau. «La constitution de classes de niveau, qu'elle soit réalisée par des moyens directs ou indirects, a des effets potentiellement négatifs sur les résultats académiques et la confiance en soi des élèves, en fonction de leur placement dans les différents groupes de niveau». (Best Practice in Grouping Students) menée par l'Institute of Education de l'University College de Londres

« L'hétérogénéité au collège est aussi un enjeu de mixité sociale et d'apprentissage du vivre-ensemble », souligne l'ancien directeur général de l'enseignement scolaire **Jean-Paul Delahaye**.
« Il y a du cynisme à ne pas donner au collège les moyens de gérer cette hétérogénéité et affirmer ensuite qu'elle est un problème, car ce sont les plus défavorisés qui pâtiront de notre incapacité à la faire vivre », fustige-t-il, rappelant le déséquilibre d'attribution des moyens entre le lycée et le collège, les effectifs par classe de loin les plus élevés d'Europe et au plus haut depuis quarante ans à ce niveau de la scolarité.

AFFAIBLIR LE SERVICE PUBLIC POUR MIEUX LE TRANSFORMER / DYNAMITER...

Depuis la Présidence de N. Sarkozy, et avec une nouvelle accélération sous Macron, le service public d'éducation a été mis à mal par des suppressions de postes, des baisses d'heures d'enseignement pour les élèves ainsi qu'une dégradation des métiers. Ces éléments ont rendu impossible l'atteinte de l'objectif de réussite de tous. Le management a continué à demander de « faire plus avec moins ».

Créer les manques

En s'appuyant sur ces dégradations qu'ils ont eux-mêmes créées, les libéraux sont bien obligés d'affirmer que « ça ne marche pas » et proposent des soi-disant remèdes qui, loin de répondre aux problèmes, vont accentuer la casse du service public d'éducation

Moins d'élèves par classe, renforcement de la formation initiale et continue, écoute des personnels et recrutements massifs

et sa transformation vers une école du tri social assumé.

Noam Chomsky analysait les techniques opérées dans plusieurs pays pour s'attaquer aux services publics : « Commencez par baisser son financement. Il ne fonctionnera plus. Les gens s'énerveront. Ils voudront autre chose. C'est la technique de base pour privatiser un service public. ». A l'hôpital ou à l'école, la stratégie est la même. Les manques de personnels et de moyens sont utilisés pour baisser les ambitions du service public et proposer ainsi de nouvelles dégradations !

Un autre projet d'école

Les besoins de l'école sont pourtant

limpides : moins d'élèves par classe, renforcement des équipes pluri-disciplinaires, de la formation initiale et continue, écoute des personnels et recrutements massifs. En bref, rien de ce que prévoit le ministre qui organise une école de la concurrence en lieu et place d'un service public d'éducation qui doit permettre l'effectivité des droits pour tous et toutes.

Les évolutions en cours transforment aussi nos métiers. Des personnels bien formés pour développer un service public efficace et exigeant ne correspondent pas aux projets. On préfère un fonctionnaire applicateur et docile. Pour le service public d'éducation et pour nos métiers, nous devons œuvrer pour changer d'objectif politique et remettre l'éducation au cœur d'un projet humaniste.

DE QUEL·LE ENSEIGNANT·E D'EPS A-T-ON BESOIN AU 21ÈME SIÈCLE? FORMATION ET ENSEIGNEMENT

Ce sont bien ces questions auxquelles le ministère ne répond pas alors que c'est déterminant pour le rôle qu'il souhaite faire jouer à l'Ecole et à notre discipline en particulier.

A-t-on besoin du même professeur pour faire de l'EPS santé, de l'EPS citoyenneté, de l'EPS « culturaliste » ou de l'activité physique quotidienne ? Pourquoi aujourd'hui les professeurs des écoles choisissent plutôt l'APQ que l'EPS ? C'est plus facile face au manque de formation et d'installations, ce dispositif ne nécessite aucune préparation. C'est une conséquence de la forte diminution du temps consacré à l'EPS dans la formation des PE mais aussi de la place et du rôle des CPD EPS. Le recentrage des formations sur les fondamentaux maths et français joue lui aussi son rôle dans cette triste équation.

A-t-on besoin de pratiquer les différentes APSA et de travailler leur didactique, si la réussite de l'élève ne dépend que des rôles sociaux ? A-t-on besoin de 5 ans d'études si l'objectif en natation n'est que l'ASNS ?

Pour pouvoir faire apprendre, faire réussir, pour se sentir compétent il faut maîtriser les différents contours d'une activité : logique, ressources sollicitées, connaissances scientifiques, psychologiques, institutionnelles, sociologiques toutes celles-ci sont indispensables à la construction des cycles d'apprentissages pour faire réussir tous les élèves. Alors que la question des contenus de formation est une

question centrale tant dans la formation initiale que continue, le ministère multiplie les formations à public désigné éloignées du cœur du métier et présentant peu d'intérêt : bonnes pratiques, valeurs de la République, laïcité ou encore le numérique. Pire depuis 2022 une nouvelle épreuve de concours est centrée sur ces questions.

Pour faire réussir les élèves en éducation physique et sportive, le SNEP-FSU revendique une formation en 5 ans qui permette d'aborder les différentes dimensions scientifiques et professionnelles, théoriques et pratiques ancrées sur la recherche et liées à notre discipline, intégrant des modules de pré pro tout au long du cursus.

Le SNEP-FSU revendique une formation en 5 ans





LES CONSÉQUENCES POUR L'EPS

Nous ne pouvons pas isoler les conséquences sur l'EPS de la logique même des transformations de l'École portées par le ministre Attal et d'une vision de la société très conservatrice, malgré les apparences de modernité.

Le danger de la ségrégation

Ce que nous avons déjà appelé, moult fois, l'école à deux vitesses, se traduit par des modularités des enseignements proposés. Les différents formats d'enseignement ne nous posent pas de problème de principe mais bien deux problèmes particuliers, l'un tourné vers les disciplines et l'autre vers les élèves.

La modularité proposée permettrait de diminuer certains horaires disciplinaires au bénéfice des autres, jugés plus fondamentaux. Nous vous laissons imaginer quel serait le sort de l'EPS. Puis, certain-es élèves continueraient de bénéficier des horaires pleins de tous les enseignements et pas d'autres. Les plus faibles, très jeunes, seraient ainsi éloigné-es d'un certain nombre d'apprentissages très tôt. En d'autres mots, la ségrégation sociale est en marche, dans sa version scolaire et dans laquelle l'EPS risque de payer le prix fort.

L'EPS, c'est fondamental

Puisque nous en sommes aux fondamentaux, tous les indicateurs sociaux et économiques, devraient faire

en sorte que l'EPS, par ce qu'elle est et ce qu'elle porte, soit considérée comme un enseignement fondamental. La culture sportive, au sens très large (tous les lieux, niveaux, formes, cadres etc. de pratique, de jeu et de compétition), porte en elle le caractère universel de rencontre de l'humanité avec elle-même. Les enjeux pour la santé publique sont tels que la sortie de la sédentarité d'une part très importante de la jeunesse est une des priorités politiques absolues. Les bénéfices économiques d'un investissement majeur dans le développement d'un sport pour tous dont l'EPS est la cheville ouvrière, à long terme, dépassent largement les « coût » initiaux (formation des personnels, équipements, salaires...). Le discours du ministre est loin d'une vision audacieuse en matière des fondamentaux. Il reste arcbuté sur le passé et les savoirs très étriqués.

Le ministre mentionne « l'attractivité » de notre métier. Pas sûr qu'avec la place reléguée réservée à l'EPS, la filière STAPS continue à attirer des jeunes désireux-ses à devenir professeur-es d'EPS.

Les annonces sur le DNB ignorent les revendications des organisations dans leur grande majorité. Le ministre

feint d'aller dans le sens d'une plus grande prise en compte des acquis disciplinaires mais il ne dit ni quelles disciplines seraient concernées ni comment résoudre le problème d'une évaluation du socle commun abstraite et non opérationnelle. Nous rappelons que nous (SNEP-FSU et SNES-FSU) revendiquons l'évaluation de toutes les disciplines, à parts égales, pour le DNB.

Résister

Nous ne nous étalerons pas sur la voie professionnelle, les outils spécifiques sont en ligne sur notre site. Ce que nous pouvons dire c'est que les propos du ministre relèvent de la provocation, tellement ils sont à l'inverse des besoins des élèves.

Pour finir, non, il ne suffit pas que le ministre prononce les mots « culture commune » pour que celle-ci soit réellement au cœur des réformes. C'est bien tout le contraire qui est visé ici. La réforme du collège qui se profile est là pour diviser, pour précariser, pour donner moins à celles et ceux qui ont déjà moins. L'EPS sera particulièrement touchée par les dégâts collatéraux.

Les plus faibles, très jeunes, seraient ainsi éloigné-es d'un certain nombre d'apprentissages très tôt.

¹ Le SNEP-FSU est porteur de propositions dans le cadre de son projet pour l'École adopté au congrès de 2017 et présent sur son site internet.